



Baltet / Sipa

Ils ne pensent pas (forcément) comme nous

PAR PHILIPPE MANIÈRE

PRÉSIDENT DU CABINET VAE SOLIS COMMUNICATIONS.
Il a dirigé l'Institut Montaigne de 2004 à 2009.

La décompétence, vrai mal français

Il faut, si l'on veut enrayer le déclin français, remonter à sa source : des profs aux ingénieurs nucléaires en passant par les hauts fonctionnaires, notre niveau de compétence baisse.

La France est rongée depuis un quart de siècle par une interrogation lancinante sur sa propre valeur. Il y a d'abord eu le « déclin », concept brutalement mis sur la table par Nicolas Baverez voilà déjà presque vingt ans dans son puissant essai *la France qui tombe*. Il y a maintenant le « déclassement », concept régulièrement évoqué dans le débat public et qui devient une préoccupation presque obsessionnelle des Français : dans un sondage Ifop-Vae Solis de décembre 2021, les Français interrogés sur l'importance des « menaces sur l'identité de la France » placent l'affaiblissement économique (82 %) très loin devant l'immigration (67 %) ! Nos compatriotes redoutent que le pays ne soit en train de passer en seconde division. Cela les navre et les met en colère.

Un choix suicidaire

Leur diagnostic est juste. De nos désastreux résultats au classement Pisa à l'effondrement de notre commerce extérieur, de l'incapacité du pays de Pasteur à produire un vaccin contre le Covid à l'ombre dans laquelle SpaceX est en train de plonger Ariane, les

signes sont légion d'un recul qui n'est plus contestable. L'acter est nécessaire, mais ne suffit pas : il faut comprendre pourquoi nous reculons. La vérité est que, si nous sommes de moins en moins performants, c'est parce que nous sommes, collectivement, de moins en moins compétents. Étude après étude, mesure après mesure, il apparaît partout que le niveau baisse, dans les écoles, dans les prépas, dans les grandes écoles, dans les labos de recherche – mais aussi dans la haute administration ou encore dans la métallurgie de pointe au service du nucléaire. La France est entrée en déclin parce qu'elle est entrée en « décompétence ».

La tentation est grande d'imputer le phénomène au formidable basculement sociologique, presque anthropologique, en cours : l'invasion de notre « temps de cerveau disponible » par le divertissement digital. On ne peut certes ni lire Racine, ni faire du calcul intégral, ni apprendre à souder une cuve nucléaire pendant qu'on « swipe » d'une minivideo à l'autre sur son iPhone ! Le problème est que les Suisses, les Coréens, les Finlandais ou les Israéliens... ont aussi des téléphones mobiles et que, eux,

ne sombrent pas. C'est donc bien chez nous qu'est le mal. Il porte plusieurs noms. Fébrilité dans la décision publique qui assèche les savoir-faire : un jour, je ferme Fessenheim, le lendemain, j'annonce six EPR. Bureaucratie : dans les grandes entreprises privées comme dans l'administration, le talent s'épuise dans les méandres des circuits de décision – c'est d'ailleurs souvent autant pour y échapper que pour trouver des subsides que nos meilleurs chercheurs et ingénieurs fuient le pays. Démagogie et lâcheté : à l'Éducation nationale ou au CNRS (notamment), on tremble tellement à la perspective de ne pas être « solidaire » qu'on refuse de distinguer entre les bons et les médiocres, les engagés et les tire-au-flanc – avec le prévisible résultat que la moyenne décline, et la fierté avec elle.

LES RESPONSABLES ? LA FÉBRILITÉ DANS LA DÉCISION PUBLIQUE, LA BUREAUCRATIE, LA DÉMAGOGIE ET LA LÂCHÉTÉ.

Tous ces maux convergent en une destruction systématique de ce qui était à la fois un précieux credo collectif et le meilleur moyen que les compétences soient conservées (au sens du conservatoire) : la méritocratie. La France ne s'étirole que parce qu'elle se trahit, qu'elle renonce paresseusement, et à rebours de toute son histoire, à l'exigence, qui seule produit la compétence. C'est là, littéralement, un choix suicidaire. ■